



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de Mme Audrey Azoulay,

Directrice générale de l'UNESCO

à la 209^e session du Conseil exécutif

3 juillet 2020

- Monsieur le Président du Conseil exécutif,
- Monsieur le Président de la Conférence générale,
- Excellences,
- Mesdames et Messieurs,

Je veux tout d'abord vous remercier pour le très large soutien que vous avez manifesté à l'Organisation, son mandat et son action la mobilisation de ses équipes au cours de ces derniers mois, dans le contexte exceptionnel ouvert par cette pandémie.

Même si au sein de notre assemblée nous en étions déjà convaincus, cette crise a démontré, pour reprendre la belle formule du poète britannique John Donne, qu'aucun homme « n'était une île » et que par conséquent, le multilatéralisme répondait autant à un choix qu'à une nécessité.

De tous vos messages, je retiens donc avant tout le besoin général d'UNESCO, la centralité de son mandat.

Car cette crise du COVID a rendu plus manifeste encore ce que nous savions déjà : l'action de l'UNESCO, par sa méthode et son ambition transversale, par ses champs d'action, par sa visée prospective, est nécessaire.

Elle répond à un besoin. Un besoin profond, urgent et concret.

Vous avez d'ailleurs été nombreux à témoigner de la capacité de l'UNESCO à apporter une réponse efficace et perceptible, sur le terrain. C'est ce que permet en particulier un de nos atouts incontournables : notre réseau hors-siège.

Vous avez été tout aussi nombreux à saluer cette capacité unique qu'a notre Organisation : celle de pouvoir envisager les enjeux d'un point de vue normatif aussi bien qu'intellectuel, dans l'urgence de la crise comme dans le long terme de la prospective.

C'est peut-être la certitude de ce besoin, d'œuvrer concrètement et durablement au bien commun, qui a permis à nos équipes de travailler sans relâche, malgré des conditions difficiles.

Tout au long de cette crise, notre personnel, au siège comme hors-siège, s'est en effet montré à la hauteur de la situation, et je voudrais à nouveau le saluer et le remercier pour son dévouement exceptionnel, déjouant toutes les idées reçues sur la bureaucratie ; dans la transparence, la concertation, afin d'être, malgré les circonstances, au plus près des besoins des Etats Membres.

Grace à nos équipes, et grâce au soutien et à la participation continue de nos Etats Membres, nous avons su faire de l'UNESCO un exemple de ce multilatéralisme d'action, concret et agile.

Je crois que nous pouvons effectivement tous ressentir une fierté collective d'avoir pu ainsi répondre aux grands besoins que cette crise a, sinon créés, du moins révélés et exacerbés.

Il y a d'abord un besoin manifeste en matière d'éducation.

Vous avez été particulièrement nombreux à évoquer, d'une part, le choc éducatif majeur que nous avons connu et d'autre part, la réponse forte que l'UNESCO a su y apporter rapidement, tant du point de vue normatif qu'à travers notre Coalition mondiale pour l'éducation.

C'est grâce à l'agilité, la réactivité et l'adaptabilité de son format, que la Coalition a pu répondre à la crise, et ainsi mieux préserver nos objectifs stratégiques de moyen et long terme.

Car notre Coalition n'a agi, tout au long de cette période exceptionnelle, que pour mieux servir nos objectifs structurels, en s'inscrivant pour cela dans nos cadres budgétaire et stratégique communs.

Nous coordonnons ainsi l'action de plus de 130 partenaires, parmi lesquels les plus grands acteurs du numérique. Ces entreprises privées ont accepté de servir derrière nous ce bien public qu'est l'éducation, elles se sont engagées pour cela sur une série de principes éthiques, en particulier la protection des données privées des élèves et des enseignants.

A la faveur de la flexibilité permise par cette plateforme, nous avons pu répondre à des besoins très concrets de 80 États – avec une priorité affichée pour l'Afrique et une attention particulière portée aux plus vulnérables.

Nous avons travaillé à réduire la fracture de la connectivité, pour faciliter l'accès à internet et l'enseignement en ligne, tout en exploitant également des solutions à basse technologie.

En plus des questions de connectivité, nous avons aussi particulièrement porté notre effort vers la formation des enseignants, sujet que vous avez été nombreux à évoquer, qui bien souvent ont dû adapter leurs pratiques pédagogiques.

C'est un chantier gigantesque qui reste devant nous.

Nous nous sommes appuyés pour ce faire sur notre Programme de développement des capacités pour l'éducation (CapED), l'un de nos programmes extrabudgétaires les plus importants, avec lequel nous pouvons accompagner dans cette période exceptionnelle 17 États parmi les moins favorisés, notamment pour former 120 000 enseignants à l'enseignement en ligne : une action rapide sur le terrain pour répondre aux besoins des Etats Membres.

Je voudrais remercier les donateurs pour leur confiance, le Groupe Nordique, et la France qui l'a récemment rejoint.

Enfin, après la connectivité et les enseignants, le troisième axe d'action fort de notre Coalition s'est dirigé vers les filles et les femmes, en lien avec notre priorité égalité des genres.

Nous agissons pour elles dans une triple direction.

D'abord, en affinant les données et le diagnostic, pour guider nos États membres dans leurs décisions.

Ensuite, en lançant une grande campagne mondiale de communication à destination des familles et des pouvoirs publics, pour sensibiliser à l'importance critique de ce sujet – nous devrions pouvoir toucher jusqu'à 100 millions de personnes.

Enfin, en soutenant sur le plan opérationnel nos États membres, par exemple en lançant des kits sanitaires et éducatifs de retour à l'école. La semaine dernière, par exemple, grâce à nos partenaires, nous avons ainsi pu fournir 400 000 repas à plus de 4 000 familles nécessiteuses, dans 6 pays différents.

Toutes ces actions ont été menées dans une urgence par nature conjoncturelle ; mais elles s'inscrivent aussi et surtout dans une action structurelle de long terme, dans la mesure où cette pandémie laissera, nous le savons déjà, des traces profondes.

La Banque Mondiale a déjà chiffré le coût économique de cette crise éducative à 10 000 milliards de dollars – car avec le COVID, des trajectoires éducatives et des carrières prometteuses, se sont trouvées empêchées et entravées.

C'est pour cela que l'UNESCO appelle la communauté internationale à investir massivement dans ce bien commun qu'est l'éducation – il s'agit là non d'une dépense, mais du meilleur investissement qui soit pour préparer et protéger l'avenir.

Mais financer ne suffit pas ; il nous faut aussi repenser l'éducation, car cette période est justement riche d'enseignements, notamment en considérant le rôle nouveau joué par le numérique.

Ce « moment COVID » a ainsi renforcé la légitimité de notre Commission autour des Futurs de l'éducation, dont vous aviez déjà souligné la nécessité lors de la dernière Conférence générale.

Sous la présidence de Mme Sahle-Work Zewde, présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la Commission a poursuivi ses travaux ces dernières semaines avec une attention et un intérêt renforcés par les circonstances.

Nous pouvons nous féliciter collectivement du fait que plus de 5 000 personnes – enseignants, élèves du réseau des écoles associées de l'UNESCO, membres de la communauté éducative au sens large – aient déjà activement participé à enrichir les travaux de la Commission. Et nous pouvons aussi compter sur la vision de nos plus de 200 Chaires UNESCO sur l'éducation.

C'est forte de cette expérience et de cette légitimité renforcée, que la Commission poursuivra ses travaux ces prochains mois, dans le but de vous présenter son rapport à la prochaine Conférence générale, en novembre 2021.

**

Parmi les principaux défis qui se posent à cette Commission, il y a notamment la fracture numérique, qui est venue amplifier la fracture éducative.

C'est là le second grand besoin auquel doit répondre l'UNESCO - et vous êtes nombreux à en avoir souligné l'importance.

Car le progrès technologique et le développement des outils numériques ne concernent encore qu'une trop faible partie de l'humanité.

Le rapport annuel 2019 de la Commission Haut-Débit relevait à ce sujet une double fracture.

D'une part, près de la moitié de la population mondiale n'a pas encore accès à internet, dont 80% de la population des pays les moins favorisés.

Mais d'autre part, ce rapport a aussi révélé que le plus grand obstacle à l'utilisation d'internet est désormais le manque de compétences digitales – qui concerne presque 90% de la population de ces pays.

Les femmes, quant à elles, sont quatre fois moins susceptibles que les hommes de maîtriser ces compétences de base, ainsi que l'a montré notre publication de 2019, *Je rougirais si je pouvais*.

C'est ce constat d'autant plus alarmant que le confinement mondial a confirmé: Internet et les outils numériques sont des clefs indispensables pour le monde d'aujourd'hui, auxquelles chacun devrait avoir accès.

Cette fracture numérique, ce sont les 500 millions d'enfants qui n'ont pas pu accéder à l'enseignement en ligne, ce sont les 95% de musées en Afrique et dans les Petits États Insulaires en Développement qui n'ont pas pu proposer de contenus en ligne à leurs publics.

Cette fracture numérique, c'est aussi le manque d'accès à l'information sanitaire, pourtant vitale.

Et c'est pourquoi la lutte contre la fracture numérique dans nos domaines de compétences constitue un objectif transversal, qui sera un pilier de notre stratégie à horizon 2030.

Dans ce cadre, nous pourrions nous appuyer sur les partenariats et les acquis que notre Coalition a déjà ouverts.

Mais il nous faut aussi continuer de renforcer nos programmes de formation aux compétences numériques. C'est le sens de notre effort pour aider nos États-membres à intégrer l'éducation aux technologies de l'information et la communication dans les programmes éducatifs nationaux. Nous avons ainsi, grâce à un financement de la République de Corée, pu former plus de 1000 professeurs à ces compétences dans des pays africains (Mozambique, Rwanda, Zimbabwe) au cours des quatre dernières années.

En la matière, l'apprentissage du code ouvre des perspectives extraordinaires – nous avons pu le voir avec la qualité des projets issus du hackaton *CodetheCurve*, organisé en partenariat avec IBM. Les 200 équipes participant au concours étaient invitées à développer des réponses innovantes à la crise.

C'est également la raison pour laquelle nous développons des programmes ciblés pour apprendre aux filles et aux femmes à coder, ainsi que dans les pays africains, avec la Semaine Africaine du Code chaque année.

C'est pourquoi enfin nous renforçons nos programmes d'éducation aux médias et à l'information, qui développent les compétences numériques, mais également forment à la pensée critique.

Nous avons lancé en septembre dernier en Serbie un processus de réflexion pour actualiser le programme, en incluant les innovations technologiques récentes, notamment les algorithmes.

Il s'agit là d'une mobilisation essentielle, car l'accès à l'information de qualité est une autre condition de la pleine intégration des individus dans leurs sociétés, et dans le monde.

C'est aussi pourquoi notre travail de soutien des journalistes et de la liberté d'expression est si décisif - celui que nous avons mené pendant la crise, mais surtout celui que nous menons ensemble au quotidien depuis si longtemps.

Je me réjouis dans cette perspective que la Conférence mondiale sur la liberté de la presse 2020 puisse avoir lieu en décembre, à La Haye, et je remercie les Pays-Bas d'organiser cette réunion à la fois physique et en ligne.

Cette réunion, qui nous réunira autour du thème « Le journalisme, sans peurs ni faveurs », constituera une grande occasion de réaffirmer notre engagement pour la liberté de la presse, et contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes.

Je tiens à remercier également la Namibie qui s'est proposée d'accueillir l'édition 2021 de la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse : il s'agira d'un rendez-vous historique, puisque nous pourrons célébrer en Afrique les 30 ans de la Déclaration de Windhoek.

C'est cette déclaration fondatrice, portée par un groupe de journalistes africains lors d'un séminaire de l'UNESCO, le 3 mai 1991, que nous commémorons chaque année avec la Journée mondiale de la liberté de la presse.

Excellencies, ladies and gentlemen,

As we look to build the world after the pandemic, science, technology and digital tools will play an increasingly important role. As many of you underlined, science will be the key to overcoming this crisis.

Once again, UNESCO has a duty to respond to this challenge.

For this reason, in recent months, we have strengthened our engagement in the fields of science, technology, engineering and mathematics – especially with respect to our two transversal priorities, Gender Equality and Africa, and the science component of the African Union's Agenda 2063.

In doing so, we have continued building on the solid foundations laid by our Afrimpulse initiative, which aims to develop research and innovation capacities in Africa, despite the difficulties caused by the pandemic.

In West Africa, we trained more than 500 teachers on innovative learning methods in science, to support the emergence of the scientists of tomorrow. We also capitalized on the innovative resources of the Avicenna Virtual Campus to carry out educational projects on these topics in Gabon, Chad and Cameroon.

Also with the goal of making Africa a centre for excellence in this sector, we continued to develop our East African Institute for Fundamental Research. This Category 2 Centre, based in Rwanda, trains students from across the African continent.

It has now become one of the Africa's most renowned institutes for physics education and research, and a pillar of the Abdus Salam International Centre for Theoretical Physics.

This Centre, which has its head office in Trieste, is active throughout Africa. This is a major success, which we can all be proud of.

With these actions for science, we aim to reach all Africans, especially young African women.

This is clear in our work in Kenya, Madagascar, Rwanda and Uganda, for example, where we trained more than 5,000 teenage girls, to give them the same opportunities as boys in studying science.

This commitment to science in Africa is also clearly reflected in how we allocate our funds within the current framework. We are now spending more on the African continent, with 34% of our science budget being oriented towards Africa. Much of this funding is completely decentralized, and sent to our network of Field Offices.

Looking ahead, we need to continue our expansion of Afrimpulse, by re-allocating unspent funds from the previous biennium, and including the development of this initiative in our Medium-Term Strategy.

Un autre sujet des sciences dont cette crise a révélé la centralité, c'est l'accès à l'eau – et les inégalités en la matière.

Car comment respecter les gestes barrière et se laver régulièrement les mains, lorsque l'on est privé d'accès à l'eau, comme 2 milliards de personnes dans le monde, dont un tiers d'Africains – ainsi que l'a montré le dernier Rapport mondial sur l'eau de l'UNESCO, que nous avons publié en mars au nom de la famille l'ONU-Eau.

Il liait le sujet de l'eau à la crise climatique, l'eau qui est, en général, une des clefs de voûte de tout l'Agenda 2030.

L'eau est un sujet multilatéral par excellence – et qui a même historiquement construit le multilatéralisme. Le droit international est ici une conséquence de la géographie des fleuves et des rivières, quand l'on sait, comme notre dernier Rapport mondial l'a montré, que 60 % des flux mondiaux d'eau douce traversent les frontières nationales.

L'UNESCO est dès lors concernée au premier chef par la question de l'eau, et c'est pourquoi notre Organisation conduit une action volontariste sur ce sujet – en réponse au Covid comme à plus long terme.

Nous avons donc, en premier lieu, agi dans l'urgence de la crise. D'abord en renforçant notre action pour l'éducation à l'eau, si centrale pour maîtriser les gestes d'hygiène.

Nous avons ainsi développé des modules de formation en ligne sur le sujet, que ce soit à destination des scientifiques et des praticiens, ou du grand public et des décideurs politiques.

Nous avons également mis à profit l'innovation d'un de nos lauréats du prix UNESCO-Guinée équatoriale, qui a développé une technologie de désinfection solaire de l'eau à destination des communautés rurales.

Nous avons lancé cette technologie en avril 2020, en partenariat avec l'Union africaine, en Ouganda, au Kenya et en Éthiopie. Un module de formation que nous avons développé nous permettra aussi de rendre plus accessible cette technologie dans toute l'Afrique.

Au-delà de ces actions dans l'urgence, nous renforçons aussi notre action sur le moyen et long terme.

Nous sommes tous ici convaincus que notre Organisation, à travers ses 36 centres de Catégorie 2 dédiés à l'eau, à travers l'expertise et le savoir-faire accumulé des 60 chaires UNESCO qui y sont consacrées, a beaucoup à apporter sur ce sujet.

C'est cette expertise et cette capacité à innover dans la transversalité, que permettra la nouvelle phase du Programme Hydrologique Intergouvernemental de l'UNESCO, dont nous avons poursuivi la préparation active, en concertation étroite avec nos États membres.

Cette nouvelle phase du Programme sera à bien des égards décisive, pour l'ODD 6 de l'Agenda 2030 puisqu'elle couvre la période 2022-2029, elle définira l'atteinte ou non de l'Objectif de développement durable numéro 6.

Je participerai d'ailleurs, le jeudi 9 juillet prochain, à cet événement de lancement, aux côtés du Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres et de M. Gilbert Houngbo, Président de l'ONU-Eau et du Fonds international de développement agricole.

La question de l'eau, c'est aussi bien sûr celle des océans, qui sont concernés au premier chef par les effets du réchauffement climatique.

C'est dans ce contexte de nécessaire mobilisation que la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO a poursuivi la préparation de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durables (2021-2030), dans laquelle elle sera amenée à jouer un rôle central, et dont le plan de mise en œuvre sera présenté à l'Assemblée générale des Nations unies, en fin d'année.

Car pour bien agir, il faut avant tout bien comprendre ces fonds marins que nous connaissons si mal - puisque nous avons coutume de dire que la surface de la Lune est mieux cartographiée que le fonds des océans.

Je suis donc heureuse de vous annoncer qu'il y a eu la semaine dernière une percée majeure à ce sujet.

Avec nos partenaires de la Carte générale de la bathymétrie des océans, de l'Organisation hydrographique internationale, et avec l'appui de la Fondation Nippon, notre Commission Océanographique Intergouvernementale a contribué à compléter la cartographie de près de 20% du plancher océanique mondial – nous en étions à 6% en 2017.

Je remercie les Etats qui ont déjà participé au financement de la Décennie des Sciences océaniques, et j'invite les Etats Membres à continuer de se mobiliser tant les besoins sont importants.

Cette réussite nous permettra de mieux comprendre, et ainsi de mieux protéger, ce vivant des profondeurs dont nous ignorons la complexité et dont nous menaçons la fragilité.

Protéger notre patrimoine commun, c'est aussi lutter contre le trafic de biens culturels – c'est là encore un grand besoin auquel l'UNESCO doit répondre.

Cette pandémie, en effet, a donné lieu à une recrudescence alarmante des fouilles et de ventes illicites d'objets culturels.

Ce pillage honteux, qui se ramifie en ligne, prive les peuples de leur histoire, entrave l'éducation des générations futures et empêche la science archéologique de se faire.

Nous disposons, pour lutter contre ce phénomène, de l'importante Convention de 1970 - à ce jour le seul outil juridique international en la matière.

Comme les autres conventions, son efficacité dépend de son universalité. Et c'est la raison pour laquelle j'encourage tous les États qui ne l'ont pas encore fait, à la ratifier sans délai.

Si la ratification de la convention est essentielle, elle n'aura de sens qu'avec la mise en œuvre de politiques concertées, que le cinquantenaire de cette Convention doit nous permettre de renforcer.

Cette année doit ainsi être l'occasion de nous fixer des objectifs communs, et ils doivent être ambitieux.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Secrétariat proposera, à la prochaine réunion du Comité subsidiaire, prévue fin octobre, de prolonger les célébrations de cet anniversaire jusqu'en 2021.

Etre ambitieux, c'est par exemple pousser pour que les certificats d'exportation soient plus largement adoptés, afin que les ventes d'objets d'art suivent des procédures claires et transparentes. Les polices et les douanes nous le disent : leur efficacité est avérée ; nous nous devons de les généraliser.

La création de forces spécialisées par les Etats parties se fait également urgente.

Elle doit s'accompagner d'une veille accrue sur internet, lieu où se multiplient malheureusement les transactions clandestines pendant la crise.

Je suis d'ailleurs très heureuse de vous annoncer que si Instagram et Facebook ont décidé de proscrire de leurs plateformes toute annonce de vente, d'achat ou d'échange d'objets culturels potentiellement illicite, c'est aussi grâce à des discussions avec l'UNESCO.

C'est là un vrai coup porté à la réalité quotidienne du trafic et une avancée majeure dans la vie de la Convention.

En contacts étroits pendant la crise avec nos principaux partenaires Interpol, l'Organisation mondiale des douanes et le Conseil international des musées, nous avons ainsi mis en commun nos expériences, et concerté nos actions.

Des programmes d'assistance aux pays dont l'intégrité du patrimoine est en danger visent ainsi à former spécifiquement sur ces enjeux les professionnels de la culture et les forces de police et de douanes – c'est le cas au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Maroc.

Nous avons également intensifié nos actions pour assister ceux de nos États membres qui nous avaient signalés la vente aux enchères de certains de leurs biens culturels.

C'est ainsi que nous avons été en mesure de suspendre une importante vente de biens illégalement sortis de Tunisie, et de soutenir le Mexique et le Guatemala dans des situations similaires. Je les remercie de leur confiance.

Nous avons aussi repensé le système de publication des alertes de vols, afin qu'elles puissent être relayées sans délai aux autorités compétentes.

Rendre nos initiatives plus efficaces, c'est également l'ambition de la Huitième réunion du Comité subsidiaire de la Convention, prévue fin octobre 2020. Parmi les pistes qui se dégagent, la révision des Directives opérationnelles de la Convention et du Code de déontologie pour les négociants s'avèrent particulièrement prometteuses.

La toute première Journée internationale contre le trafic des biens culturels, que nous célébrerons le 14 novembre prochain constituera ainsi le point d'orgue d'un effort de communication qui débutera à l'automne afin de sensibiliser largement sur ces questions.

Avec la question du pillage, c'est la question du respect envers l'autre qui se pose – envers son patrimoine, envers son identité.

Et nous avons aussi justement besoin de l'UNESCO pour construire dans les esprits ce respect et ces échanges, cette vie en commun, dont il est la condition.

Ce travail sur le long terme pour respecter l'autre dans sa différence, c'est celui de l'éducation à la citoyenneté mondiale, qui lutte contre les discours de haine et toutes les formes de racisme et de discrimination, notamment par l'éducation aux génocides et la prévention de l'extrémisme violent.

La prochaine Conférence mondiale des Ministres de l'éducation sur la lutte contre les discours de haine à travers l'éducation, que nous organisons avec le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, constituera un événement important.

Dans cette mobilisation, nous pourrons aussi compter sur ce nouvel instrument que vous avez souhaité constituer, le Groupe d'Amis pour l'éducation à la Citoyenneté mondiale (GCED), et qui a été fondé grâce au soutien actif de la République de Corée - que je remercie.

Se rapporter à l'autre, c'est aussi ce que permet, d'une autre manière le sport, plusieurs de vos interventions l'ont rappelé – et nous ne devons pas oublier cette dimension lorsque nous pensons son rôle et sa place pour la jeunesse.

Le sport, dans la pratique individuelle, est ainsi un merveilleux facteur de résilience, notamment pour les enfants et les jeunes. Et l'UNESCO, à travers ses Bureaux Hors-siège, a tout fait pour encourager la pratique sportive, malgré le confinement, tant elle est essentielle au bien-être social, physique et mental de chacune et chacun.

C'est en particulier le message que l'on pouvait retenir de la conférence de haut niveau sur le sport dans le contexte du COVID que le Conseil ibéro-américain du Sport (CID) et l'UNESCO ont conjointement organisée.

Dans ce contexte, l'engagement de l'Union africaine pour le développement de l'éducation physique est particulièrement précieux. Et nous sommes très heureux que plusieurs pays africains aient entrepris de revoir leurs politiques d'éducation physique, avec l'aide de l'UNESCO.

Dans ce même élan, l'Union Africaine a adopté en septembre les Recommandations d'Antananarivo, à l'occasion de la première Conférence régionale des ministres sur l'implantation du plan d'action de Kazan, organisée en septembre dernier à Madagascar, que je remercie de nouveau, avec le soutien de l'UNESCO.

Cette dynamique est maintenant appelée à se renforcer, et je me réjouis dans ce contexte que le Kenya ait réaffirmé sa détermination d'accueillir en juin 2021 la VIIe Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport.

Alors que les difficultés de la crise, dans ses dimensions éducatives et économiques, touchent particulièrement les jeunes, nous avons aussi voulu les encourager à documenter et interroger ensemble cette expérience et les défis qu'elle pose.

C'est l'objet de notre initiative « Les Jeunes comme Chercheurs », qui, menée par deux Chaires UNESCO, permettra de rassembler des données sur les effets de la crise pour la jeunesse, ou encore de notre campagne #MyCOVID19Story qui les incite à partager leurs expériences et leur réflexion sur les réseaux sociaux.

Cette jeunesse, affectée par la crise, s'est aussi engagée et mobilisée par solidarité pour les plus vulnérables.

Menacée par les bouleversements du monde, elle entend assumer les difficultés auxquelles elle fait face et porter le changement.

Les jeunes, qui devraient être plus de 1,3 milliards en 2030, représentent en effet la génération la plus nombreuse, la plus interconnectée, la plus instruite.

Nous devons leur donner les moyens d'être pleinement acteurs de leur futur, pour ne pas le subir mais pour le choisir.

C'est pourquoi nous veillons à associer la jeunesse à l'ensemble de nos programmes – pour assurer la transmission des savoirs, du patrimoine, des valeurs, comme pour lui permettre de les renouveler et de créer le monde qui sera le sien.

Face à une crise qui crée de tels bouleversements socio-économiques, de telles fractures des sociétés, nous voyons, comme certains d'entre vous l'ont souligné, toute l'importance des sciences humaines et sociales.

C'est là un autre impératif intellectuel autant qu'éthique, auquel l'UNESCO peut répondre, notamment avec notre programme MOST de Gestion des Transformations sociales.

En mobilisant nos réseaux d'experts et leurs regards interdisciplinaires, nous cherchons par ce programme à donner à comprendre le monde et ses transformations.

Pendant la crise, notre programme MOST a ainsi donné lieu à la fois à des séminaires interrogeant le rapport de l'humanité aux agents pathogènes dans une perspective historique, et à des études sur la montée du racisme et des discriminations, pour documenter et décortiquer les mécanismes d'exclusion à l'œuvre.

Observer et comprendre, c'est bien souvent se donner les moyens d'agir – et le Laboratoire des politiques inclusives est justement un outil extraordinaire, qui depuis son lancement en 2016, rassemble les savoirs et participe à la formation des connaissances, pour les traduire en politiques inclusives et équitables.

Si nous voulons véritablement faire advenir un monde meilleur, il nous faut aussi développer les outils pour le penser. C'est là le rôle et la valeur des sciences sociales – permettre cette ouverture des possibles que nous appelons désormais la « littératie des futurs ».

Je me réjouis du succès des événements en ligne sur le sujet, qui ont remplacé les événements régionaux prévus d'ici septembre – et je suis certaine que le Sommet de Haut Niveau sur la Littérature des Futurs, en décembre prochain au Siège, sera un moment important.

Car l'UNESCO est hybride, une organisation intellectuelle, normative, et opérationnelle.

Dans ce travail de laboratoire des Idées, l'UNESCO bénéficie de son plus grand atout – sa transdisciplinarité et l'approche globale qu'elle rend possible.

Les différents défis que j'ai évoqués, les différents domaines de notre action, se mêlent et se répondent sans cesse. C'est pourquoi notre transdisciplinarité est si précieuse – et c'est pourquoi nous nous sommes efforcés ces dernières années de la renforcer, en transversalité, et d'en tirer tous les fruits.

C'est ce qui nous permet par exemple de penser le lien entre culture et changement climatique.

C'est-à-dire d'une part étudier les effets du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial - et sur ce sujet nous sommes en train de réviser le document d'orientation que nous présenterons à la 44^e session du Comité du patrimoine mondial.

Mais c'est-à-dire également penser le rôle que peut tenir la culture dans la lutte contre le changement climatique.

L'UNESCO a dans ce but mobilisé ses réseaux d'experts, sur la culture comme sur le changement climatique, pour constituer un Groupe de réflexion sur ce sujet, qui s'est réuni pour la première fois le 21 février dernier (et dont la prochaine réunion est prévue dans les prochaines semaines).

Tous ces efforts rejoignent l'initiative de la Grèce lancée en marge du Sommet des Nations Unies sur le changement climatique le 21 septembre dernier, à laquelle plus de 70 Etats ont souscrit – je tiens à la remercier son engagement fort sur le sujet, pour lequel le Secrétaire général des Nations Unies nous a désignés comme chef de file.

L'UNESCO se tient prête à assumer ce rôle. Nous organisons ainsi avec l'ICOMOS, et en partenariat avec le GIEC, une réunion en ligne d'experts internationaux sur ce sujet fin 2020.

Envisager le patrimoine dans la lutte contre le changement climatique, c'est aussi s'appuyer sur le patrimoine immatériel, c'est-à-dire notamment sur les savoir-faire et façons d'habiter le monde des populations autochtones, qui jouent un rôle essentiel en conservant, sur leur territoire, 80 % de la biodiversité.

À cet égard, la préservation des langues autochtones représente un autre enjeu emblématique par sa transversalité.

Para tener en cuenta ese carácter transversal, nuestra acción en favor del Decenio Internacional de las Lenguas Indígenas, coordinado por la UNESCO, integra tanto la protección del patrimonio inmaterial como la lucha contra el cambio climático.

En un momento en que estas lenguas se ven amenazadas, debemos movilizarnos a largo plazo, e invito a los Estados Miembros a que participen en el esfuerzo de financiación aportando contribuciones extrapresupuestarias.

Necesitamos escuchar lo que estos pueblos tienen que decir, al igual que todos los pueblos y las sociedades tradicionales cuyo patrimonio e identidad están amenazados: su desaparición sería una pérdida para nuestra comprensión del mundo. A este respecto, el seminario web organizado por nuestra Oficina de Abuja, en el que participaron reyes, reinas y jefes tradicionales africanos, fue un precioso momento de testimonio.

C'est cette même transversalité qui nous permet, toujours pour préserver l'hospitalité du monde, de mettre le pouvoir de l'éducation au service de la protection de l'environnement, et de mêler sciences pédagogiques et sciences environnementales.

C'est tout le sens de notre engagement pour l'éducation à l'environnement - et c'est pourquoi nous avons appelé nos États membres à plus et mieux intégrer ces problématiques dans leurs curricula.

Nous avons d'ores et déjà sensibilisé plus de 14 000 enseignants à ces problématiques, et notre ambition d'ici 2025 est d'atteindre les 350 000 professeurs formés pour toucher 4 millions d'apprenants.

Du reste, nos 252 sites naturels du Patrimoine mondial, nos 701 réserves de biosphère et 147 géoparcs mondiaux, constituent autant d'autres salles de classes à ciel ouvert sur ces questions.

Permettez-moi, aussi, de remercier le soutien constant que nous apporte le gouvernement du Japon sur ce point, à travers notamment le nouveau Prix UNESCO-Japon d'éducation en vue du développement durable.

Les prochains mois nous permettront d'avancer sur ce sujet, avec pour échéance la grande Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'Éducation au développement durable, qui aura lieu l'an prochain à Berlin – et je remercie le gouvernement allemand pour l'organisation.

Nous cherchons aussi à alerter largement sur les dangers que pose le dérèglement climatique pour les Petits États Insulaires en Développement. Nous continuons d'ailleurs de nous mobiliser pour mettre en œuvre notre Plan d'action transversal.

À travers l'ensemble de nos champs de compétences, et en particulier l'éducation, nous voulons accompagner ces États particulièrement vulnérables, pour qu'ils élaborent des politiques adaptées et gèrent du mieux possible les catastrophes dont ils peuvent être victimes, tout en progressant dans leurs objectifs de développement durable.

C'est là un sujet essentiel, qui nécessite justement une intervention dans toute l'ampleur de notre mandat.

C'est aussi la transversalité qui fait la force de notre initiative phare « Faire revivre l'esprit de Mossoul », que nombre d'entre vous ont mentionnée.

Je tiens à prendre un instant pour vous dire quelques mots de l'avancée de cette entreprise essentielle – car malgré le COVID qui a entravé le travail de nos équipes, et ralenti la bonne marche des chantiers, nous avons réussi à avancer.

D'abord en réunissant, en ligne, compte tenu des circonstances, le Comité de pilotage pour le projet de réhabilitation et de reconstruction du complexe comprenant la mosquée Al-Nouri et le minaret Al-Hadba.

Cette réunion importante, qui a été co-présidée par le ministre irakien et la ministre émirienne de la Culture, marque l'achèvement de la première phase : celle du déminage, de la mise en sécurité et de la stabilisation des éléments restants de la mosquée Al-Nouri, et de son minaret suite à leur destruction. Ce sont ainsi 83 tonnes de bois qui ont été utilisées pour consolider les structures.

La seconde phase qui débute est celle de la reconstruction proprement dite de la mosquée et de son célèbre minaret, mais aussi de l'extension des travaux aux quartiers alentours, ainsi qu'aux églises Al-Saa'a et Al-Tahera.

Cette phase comprendra de plus la restauration de la Mosquée Al-Aghawat. Ce projet iconique financé par les Emirats Arabes Unis marque une coopération exceptionnelle entre l'UNESCO et ce pays. Elle comprendra également la réhabilitation d'un grand nombre de maisons historiques dans les vieilles villes de Mossoul et de Basra financée par l'Union Européenne.

Au-delà des reconstructions, nous avons également fait face aux conséquences éducatives du COVID, en soutenant la mise en place de l'éducation à distance dans la province de Ninive, comme dans le reste du pays, afin de limiter les dégâts de la crise, notamment auprès des populations les plus vulnérables.

Il reste naturellement beaucoup à faire, surtout en cette période de crise sanitaire. Mais les premiers effets de notre Initiative se font déjà sentir.

Des 2800 emplois attendus, plus de 400 ont déjà été créés au cours de cette première phase, tandis que 11 écoles ont déjà pu rouvrir dans la province de Ninive, dont 6 à Mossoul.

Un témoignage emblématique de cet espoir retrouvé, a été porté par la voix du *muezzin* qui – le jour de l'anniversaire de la destruction de la Mosquée, il y a quelques jours – a pu retourner appeler à la prière depuis le chantier de sa reconstruction.

Ces premiers résultats sont encourageants et doivent nous conduire à nous mobiliser plus encore, pour ne pas que la crise du COVID ne fragilise ces équilibres retrouvés.

Dans ce cadre, nous savons pouvoir compter sur tous nos partenaires, parmi lesquels l'Allemagne, le Qatar, qui a appuyé le programme Eduque un enfant [Educate a Child], et bien sûr les Émirats Arabes unies et l'Union Européenne – qu'ils soient ici tous remerciés pour leur engagement.

Notre spécificité, c'est aussi la diversité de nos Etats Membres, qui doit se refléter dans le personnel de l'Organisation – nous avons donc intensifié nos efforts pour améliorer leur représentation géographique.

Nous l'avons fait avec un certain succès, puisque la moitié des professionnels et des directeurs nommés viennent désormais de pays non ou sous représentés, contre 22% en 2017-2018, et nous continuerons en ce sens.

Je me réjouis ainsi de voir la confiance accordée à l'UNESCO, par ses Etats membres comme par les acteurs du secteur privé - confiance qui mène à une hausse des financements qui nous donne les moyens de répondre à ces besoins.

L'UNESCO a ainsi levé un montant record de 710 millions de dollars au cours du dernier biennium – et 100 millions de dollars de plus ont été collectés depuis le début de l'année, ce qui représente une augmentation de plus de 25% par rapport à la même période l'an dernier.

Dans le contexte du COVID, c'est là une reconnaissance extraordinaire de l'utilité de notre action.

Mais pour que notre action puisse se déployer dans toute sa pertinence, il ne suffit pas qu'il y ait plus de ressources : il faut encore qu'elles nous permettent plus d'efficacité, et plus de flexibilité.

Or, près de deux tiers [63%] des ressources mobilisées dans le dernier biennium étaient strictement fléchées sur des projets spécifiques.

Pour assurer que nos activités fondamentales puissent être financées et adaptées, nous devons par conséquent éviter d'être tributaires de financements trop spécifiques, qui peuvent, s'ils sont trop nombreux, faire courir le risque de paralysie devant l'imprévu.

Nous devons donc travailler avec les donateurs et les partenaires pour augmenter la part de nos ressources peu fléchées ou non-fléchées.

Nous avons pu mesurer pendant la crise toute la valeur de financements de ce genre. Ce sont eux qui nous ont permis de réagir avec une agilité certaine, face à des situations inédites.

Le Programme de développement des capacités pour l'éducation a ainsi pu débloquer quelques 2,5 millions de dollars pour financer notre réponse à la crise éducative.

De tels financements témoignent d'une grande confiance et supposent accord stratégique sur le fond, transparence et redevabilité.

C'est par des dialogues stratégiques que nous pourrions plaider en faveur d'un financement peu fléché, et encourager des consultations bilatérales plus substantielles avec des donateurs individuels ou des petits groupes de donateurs.

Les réunions conjointes d'examen annuel avec le groupe des donateurs nordiques, les consultations de haut niveau avec les partenaires publics de la République de Corée, ainsi que le premier examen annuel conjoint des partenaires gouvernementaux japonais organisé cette année, sont de bons exemples de ce travail stratégique commun à moyen terme.

Nous devons continuer de réfléchir aux mécanismes qui pourront inciter les donateurs à aller dans ce sens – ils existent, et je souhaite que nous en explorions les possibilités.

Cette confiance que vous nous témoignez, nous permet de renforcer notre positionnement au sein des Nations Unies, et de jouer pleinement notre rôle d'agence de référence dans nos domaines de compétence.

Dans le cadre de la réponse intégrée au COVID-19, nous avons ainsi mené la réponse des Nations Unies sur le plan éducatif, vous le savez.

Plus globalement, au-delà du domaine éducatif et toujours dans le contexte du COVID, nous avons aussi joué un rôle d'expertise auprès du Secrétaire général des Nations-Unies pour la rédaction de ses notes politiques, et contribué à l'élaboration du Cadre d'action de l'ONU, qui sert de référence pour élaborer les stratégies de réponse nationale à la crise actuelle.

Tous nos sujets prioritaires se reflètent dans ces travaux, témoignant du crédit renforcé qui est accordé à notre action, mais aussi de l'unité et de la cohérence renouvelée de la famille multilatérale.

Nous avons veillé de près à cette cohérence, en menant des initiatives et des études conjointes avec d'autres agences onusiennes afin de parer le plus efficacement à la crise.

C'est aussi ce qui a conduit notre Organisation à participer, au plus haut niveau, à tous les mécanismes de coordination mis en place par l'ONU face au COVID, et notamment à l'Equipe de Gestion de crise, l'organe principal de coordination de la réponse immédiate de l'ONU au COVID-19.

Au-delà de l'horizon de la pandémie, un même constat de crédit renouvelé de notre institution se reflète dans l'architecture multilatérale.

C'est en particulier perceptible dans le domaine de l'éthique de l'Intelligence Artificielle par exemple, où l'UNESCO guide l'action et le positionnement des Nations Unies.

Notre expertise s'est vue encore reconnue tout récemment, le 11 juin dernier, lors du lancement, par le Secrétaire général, de la feuille de route des Nations Unies pour la coopération digitale, au sein de laquelle nous assumons la coprésidence du groupe de travail sur l'Intelligence Artificielle.

Cette feuille de route salue justement le travail récent accompli par l'UNESCO en la matière.

Cette intégration par ce rôle au sein du système des Nations Unies est la reconnaissance de tout ce que l'UNESCO a apporté – le Secrétaire général l'a ainsi bien dit, ici même dans cette salle : « le monde a besoin de plus d'UNESCO ».

Ce renouvellement de notre rôle intervient alors que nous célébrons cette année le 75^e anniversaire du Système des Nations-Unies - notre 75^e anniversaire.

C'est l'occasion de mesurer tout le chemin accompli.

C'est aussi l'occasion de repenser la place et les enjeux du multilatéralisme, dans un monde où il est tout aussi nécessaire de reconstruire, et de reconstruire mieux, qu'à l'époque de la création des Nations Unies, mais où nos enjeux et nos moyens d'action ont radicalement changé.

Nous nourrirons cette réflexion à l'automne à la fois à travers nos différents outils d'agence intellectuelle – en adoptant une perspective historique sur notre action, d'une part, mais également en interrogeant notre sens et notre avenir au sein du Forum de l'UNESCO.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Vouloir approfondir le multilatéralisme, dans une période comme celle-ci, pourrait être taxé d'utopie.

Mais comme le signale le Directeur de l'Institut des futurs africains (IFA) Alioune Sall dans une récente interview au journal *Jeune Afrique*, « aujourd'hui, c'est plutôt le fait de croire que l'on pourra revenir au *business as usual* qui relève de l'utopie ».

C'est aussi la conviction que nous voulons porter devant vous : le réalisme, le pragmatisme, c'est répondre aux besoins et aller vers plus de multilatéralisme.

Un multilatéralisme ambitieux, en transparence, qui se préoccupe en priorité de ces communs que nous évoquions hier.

L'UNESCO peut être l'assemblée de ces communs, où nous nous appuyons sur les artistes, sur les femmes, sur la jeunesse, sur les savoirs et les sagesses des peuples du monde, pour réparer le présent et préparer l'avenir.

Je forme donc le vœu de prendre au mot la philosophe indienne Divya Dwivedi lorsqu'elle prophétisait dans la vidéo qu'elle a consacrée au forum de l'UNESCO « Imaginer le monde qui vient » : « Nous serons étonnés par les avenir que nous aurons inventés ».

Je vous remercie.